

N. 95 — 2185 (95 — 2024)

**26 AVRIL 1995. — Besluit van de Vlaamse regering tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten volgens dewelke het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap bijzondere subsidies aan voorzieningen kan toekennen. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1995 moet op bladzijde 19887 in de eerste regel van artikel 6 "uitbetaling" worden gelezen in plaats van "uitbating".

#### TRADUCTION

F. 95 — 2185 (95 — 2024)

**26 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap" peut octroyer des subventions spéciales aux établissements. — Erratum**

*Moniteur belge* du 20 juillet 1995, texte néerlandais, page 19887. Dans l'article 6, à la première ligne, il y a lieu de lire "uitbetaling" au lieu de "uitbating".

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 2186

[C — WIN — 29362]

**24 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie et en particulier son article 2, § 3;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/CEE);

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993 fixant les modalités de stages pour l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers et du brevet d'infirmier(ère);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'informer sans délai les établissements d'enseignement des nouvelles dispositions qui doivent être appliquées;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Conformément à la Directive 77/453/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 27 juin 1977, on entend par enseignement clinique : cette partie de la formation en art infirmier où l'élève apprend, dans un cadre organisé et en contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes, sur la base de connaissances et d'aptitudes acquises, à programmer, organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers requis. L'élève intégrera progressivement dans sa démarche le concept d'éducation à la santé.

Tout au long de cet arrêté, les termes "stage" et "enseignement clinique" sont synonymes.

**Art. 2. § 1er.** L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves sous la direction d'enseignants infirmiers/accoucheuses et sous la responsabilité de l'école;

§ 2. Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur;

§ 3. Les écoles communiqueront chaque année à l'Inspection de la Direction Générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels l'enseignement clinique sera organisé.

#### CHAPITRE II. — Conditions de validité

**Art. 3.** Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1° La surveillance éducative des élèves doit être placée sous la responsabilité d'un enseignant infirmier(ère) gradué(e) ou accoucheuse. Cette exigence n'est pas d'application pour l'enseignement clinique organisé la nuit ou le week-end;

2° En aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois élèves par infirmier(ère) ou par accoucheuse présent(e) dans le service;

3° Les élèves sont tenus de rédiger des rapports de soins à raison, en moyenne, d'un par 100 périodes de stages. Par rapport de soins, on entend : un document destiné à fournir la preuve de l'acquisition d'une démarche de résolution de problèmes adaptée aux soins infirmiers.

**Art. 4. § 1er.** Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° Un contrat dit de stage doit être conclu par écrit entre l'école et l'institution de stage. Il a pour but de régler les relations entre l'école qui est responsable de la formation, et l'institution de stage qui collabore à cette formation. Ce contrat doit porter au moins sur les points suivants : les noms des responsables tant de l'école que de l'institution de stage, le nombre d'élèves par service, les années d'études, la durée et la répartition des stages dans le temps, l'assurance en responsabilité civile et l'encadrement des stages.

2° Un dossier infirmier adapté aux besoins du service et/ou de l'unité doit être systématiquement employé;

3° Une collaboration doit exister entre le département infirmier et l'école, conformément aux règles fixées par le contrat visé au 1°;

4° La preuve de discussions régulières concernant les patients et/ou l'adaptation des plans de soins doit être fournie par le service de stage;

5° Le responsable dans l'institution de stage doit être le chef du département infirmier ou un(e) infirmier(ère) gradué(e) qui en tient lieu ou qui lui est lié(e) sur le plan fonctionnel.

§ 2. En choisissant le service de stage, l'école veillera à ce que les élèves soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de la formation.

Pendant les stages, les élèves doivent avoir la possibilité d'exécuter les tâches en rapport avec leur niveau de compétence et être à même d'en procéder à une évaluation méthodique.

Les expériences de formation acquises par les élèves doivent faire l'objet de discussions avec les enseignants-infirmiers/accoucheuses ainsi qu'avec l'infirmier responsable du service chaque fois que cela s'avère possible.

§ 3. Le (la) Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux exigences figurant aux articles 2 et 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

### CHAPITRE III. — Répartition de l'enseignement clinique

#### Section Ire. — Généralités

**Art. 5.** L'enseignement clinique menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie, doit comprendre au minimum 2.240 périodes de 50 minutes.

**Art. 6.** Sur l'ensemble des 3 années d'études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) ou d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie des visites d'études dans un ou plusieurs des domaines de stages cités aux sections 2 et 3 du présent chapitre peuvent être organisées, à concurrence de 150 périodes maximum et pour autant que les élèves fassent un rapport écrit de chacune d'elles.

**Art. 7.** Pour chaque élève, l'école remplit un tableau récapitulatif de stages qui est à soumettre au visa de l'Inspection de la Direction Générale de la Santé à l'issue de l'année scolaire conduisant à l'obtention d'un des brevets visés au présent arrêté.

#### Section II. — Pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère)

**Art. 8.** La 1ère année comporte un minimum de 640 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

1° minimum 320 périodes auprès d'adultes. Cet enseignement doit être organisé dans des services hospitaliers de médecine ou de chirurgie.

2° minimum 80 périodes auprès de personnes âgées. Cet enseignement peut être organisé dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins et les centres de jour, à l'exclusion des services hospitaliers gériatriques et psychogériatriques.

3° minimum 40 périodes auprès d'enfants sains. Cet enseignement peut être organisé notamment en crèche, pouponnière, maison communale d'accueil de l'enfance, école maternelle, home pour enfants, service de consultation centré sur l'éducation à la santé.

4° 200 périodes au choix de l'école. Cet enseignement peut être organisé dans les secteurs cités ci-dessus ou dans d'autres après accord de l'Inspection de la Direction Générale de la Santé.

**Art. 9.** La 2ème année comporte un minimum de 760 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

1° minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine.

2° minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie.

3° minimum 80 périodes auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de gériatrie ou de psychogériatrie.

4° minimum 120 périodes auprès de mères et de nouveau-nés, d'une part, et auprès d'enfants malades hospitalisés, d'autre part. Cet enseignement doit être organisé, respectivement, dans des services de maternité et dans des services de pédiatrie. Les deux domaines doivent avoir été explorés.

5° minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques. Cet enseignement peut notamment être organisé dans les hôpitaux ou services psychiatriques, les maisons de soins psychiatriques, les habitations protégées, les services de santé mentale et de guidance.

6° 160 périodes au choix de l'école. Cet enseignement peut être organisé dans les secteurs cités ci-dessus ou dans d'autres après accord de l'Inspection de la Direction Générale de la Santé.

**Art. 10.** La 3<sup>ème</sup> année comporte un minimum de 840 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

- 1° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine.
- 2° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie. Dans la mesure des possibilités, les élèves fréquenteront le quartier opératoire. Si cette possibilité est utilisée, le nombre de périodes minimum y consacré ne peut pas être inférieur à 40.
- 3° minimum 80 périodes auprès de personnes âgées organisées dans les structures visées à l'art. 8, 2° et à l'art. 9, 3°.
- 4° minimum 80 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques organisées dans les structures visées à l'art. 9, 5°.
- 5° minimum 80 périodes auprès de personnes recevant des soins à domicile dispensés par le personnel infirmier de services de soins à domicile.
- 6° 200 périodes au choix dont 80 périodes au choix de l'élève. Cet enseignement peut être organisé dans les secteurs cités aux art. 8, 9 et 10 ou dans d'autres après accord de l'Inspection de la Direction Générale de la Santé.

*Section III. — Pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) — orientation santé mentale et psychiatrie*

**Art. 11.** La 1<sup>ère</sup> année comporte un minimum de 640 périodes d'enseignement des soins infirmiers généraux à répartir comme suit :

- 1° minimum 320 périodes auprès d'adultes. Cet enseignement doit être organisé dans des services hospitaliers de médecine ou de chirurgie.
- 2° minimum 40 périodes auprès de personnes âgées. Cet enseignement peut être organisé dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins et les centres de jour, à l'exclusion des services hospitaliers gériatriques et psychogériatriques.
- 3° minimum 40 périodes auprès d'enfants sains. Cet enseignement peut être organisé notamment en crèche, pouponnière, maison communale d'accueil de l'enfance, école maternelle, home pour enfants, service de consultation centré sur l'éducation à la santé.
- 4° minimum 240 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques dont :
  - a) 120 périodes minimum auprès de patients atteints d'affections psychiatriques chroniques. Cet enseignement peut être organisé dans les services psychiatriques et/ou en maisons de soins psychiatriques,
  - b) 40 périodes minimum auprès de patients atteints de troubles psychiatriques aigus hospitalisés dans des services psychiatriques,
  - c) 80 périodes minimum auprès de personnes prises en charge par le réseau des soins de santé extra-hospitaliers. Cet enseignement peut notamment être organisé dans les services de santé mentale et de guidance, les habitations protégées, les ateliers protégés, les services de prévention et de traitement pour alcooliques et toxicomanes.

**Art. 12.** La 2<sup>ème</sup> année comporte un minimum de 760 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

- 1° minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine.
- 2° minimum 160 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie.
- 3° minimum 40 périodes auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de gériatrie.
- 4° minimum 80 périodes auprès de mères et de nouveau-nés, d'une part, et auprès d'enfants malades hospitalisés, d'autre part. Cet enseignement doit être organisé, respectivement, dans des services de maternité et dans des services de pédiatrie. Les deux domaines doivent avoir été explorés.
- 5° minimum 320 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques dont :
  - a) 40 périodes minimum auprès de patients atteints d'affections psychiatriques chroniques. Cet enseignement peut être organisé dans les services psychiatriques et/ou en maisons de soins psychiatriques,
  - b) 120 périodes minimum auprès de patients atteints de troubles psychiatriques aigus hospitalisés dans des services psychiatriques,
  - c) 80 périodes minimum auprès de personnes âgées hospitalisées dans des services de psycho-gériatrie,
  - d) 80 périodes minimum auprès d'enfants hospitalisés dans des services psychiatriques.

**Art. 13.** La 3<sup>ème</sup> année comporte un minimum de 840 périodes d'enseignement des soins infirmiers à répartir comme suit :

- 1° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de médecine.
- 2° minimum 200 périodes auprès d'adultes hospitalisés dans des services de chirurgie. Dans la mesure des possibilités, les élèves fréquenteront le quartier opératoire. Si cette possibilité est utilisée, le nombre de périodes minimum y consacré ne peut pas être inférieur à 40.
- 3° minimum 80 périodes auprès de personnes recevant des soins à domicile dispensés par le personnel infirmier de services de soins à domicile.
- 4° minimum 360 périodes auprès de personnes nécessitant des soins de santé mentale et/ou psychiatriques :
  - a) 150 périodes minimum dont 80 au choix de l'élève auprès de personnes hospitalisées dans les services visés à l'art. 11, 4°, a et b et à l'art. 12, 5°.
  - b) 210 périodes minimum auprès de personnes prises en charge par le réseau des soins de santé extra-hospitaliers organisées dans les services visés à l'art. 11, 4°, c.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 14.** Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1994 pour les écoles et le 1<sup>er</sup> janvier 1995 pour le Jury organisé par le Gouvernement de la Communauté française, progressivement année par année et abroge au fur et à mesure l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant les modalités de stages pour l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers et du brevet d'infirmier(ère).

**Art. 15.** Le (la) Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 24 mars 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de la Fonction Publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,  
Ph. MAHOUX

VERTALING

### MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 2186

[C - WIN - 29362]

**24 MAART 1995.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster — oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Regering van 6 maart 1995 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van verpleegassistent(e) en verpleegassistent(e) — oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie wordt toegekend en inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging (77/453/EEG);

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 februari 1993 houdende de stagevoorwaarden ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistent(e) en van het brevet van verpleger of verpleegster;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de onderwijsinstellingen zonder verwijl op de hoogte te stellen van de nieuwe bepalingen die moeten toegepast worden;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met de Gezondheidspromotie;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 6 maart 1995 genomen beslissing,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Overeenkomstig de Richtlijn 77/453/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977, wordt verstaan onder klinisch onderwijs : dat gedeelte van de opleiding in de verpleegkunde waarbij de leerling, in een georganiseerd kader en in rechtstreeks contact met een gezonde of zieke persoon en/of met groepen, op grond van opgedane kennis en geschiktheid de vereiste verpleging leert programmeren, organiseren, verstrekken en evalueren. De leerling zal geleidelijk het begrip gezondheidsopvoeding in zijn opleidingsproces integreren.

In dit besluit zijn de woorden "stage" en "klinisch onderwijs" synoniem.

**Art. 2. § 1.** Het klinisch onderwijs wordt verstrekt in de in België gelegen stagediensten die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de leerlingen onder de leiding van leerkrachten-verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de school;

2. Al de voormelde diensten moeten erkend worden door de bevoegde overheid overeenkomstig de geldende wetgeving;

§ 3. De scholen moeten elk jaar aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid de lijst meedelen van de instellingen en diensten waar het klinisch onderwijs wordt georganiseerd.

#### HOOFDSTUK II. — Geldigheidsvoorwaarden

**Art. 3.** Om geldig te zijn moet het klinisch onderwijs aan volgende voorwaarden voldoen :

1° Het opvoedingstoezicht op de leerlingen moet onder de verantwoordelijkheid van een leerkracht gegradueerde verpleger of verpleegster of vroedvrouw staan. Deze vereiste is niet van toepassing voor het klinisch onderwijs dat 's nachts of tijdens het weekeind wordt ingericht;

2° In geen geval mogen er meer dan drie leerlingen per aanwezige verpleger of verpleegster of vroedvrouw zijn;

3° De leerlingen zijn verplicht verzorgingsverslagen op te stellen naar rata van, gemiddeld, een per 100 stageperiodes. Onder verzorgingsverslag wordt verstaan : een document ten bewijze van de verwerving van een aan de verpleging aangepaste oplossingswijze van problemen.

**Art. 4. § 1.** De volgende voorwaarden inzake werking en organisatie moeten vervuld zijn :

1° Een zogenaamde stageovereenkomst moet schriftelijk worden afgesloten tussen de school en de instelling waar de stage gebeurt. Ze heeft tot doel de betrekkingen te regelen tussen de school die verantwoordelijk is voor de vorming en de stage-instelling die aan deze vorming medewerkt. Deze overeenkomst moet ten minste op de volgende punten betrekking hebben : de namen van de verantwoordelijken zowel van de school als van de stage-instelling, het aantal leerlingen per dienst, de studiejaren, de duur van de stages en de spreiding ervan in de tijd, de verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid en de begeleiding van de stages.

2° Een verpleegdossier, aangepast aan de behoeften van de dienst en/of de eenheid, moet systematisch gebruikt worden;

3° Een samenwerking moet bestaan tussen het verpleegdepartement en de school, overeenkomstig de regels bepaald in de in 1° bedoelde overeenkomst;

4° Het bewijs van regelmatige besprekingen met betrekking op de patiënten en/of de aanpassing van de verzorgingsplannen moet door de stagedienst geleverd worden;

5° De verantwoordelijke in de stage-instelling moet het hoofd zijn van het verpleegdepartement of een gegradueerde verpleger of verpleegster die hem vervangt of die met hem (haar) in functionele verbinding staat.

§ 2. Bij het kiezen van de stagedienst zorgt de school ervoor dat de leerlingen kennis maken met een rist sanitaire en /of pathologische toestanden en psycho-medisch-sociale aspecten alsook met een gedifferentieerde verpleging die met de verschillende stadia van de opleiding overeenstemt.

Tijdens de stages moeten de leerlingen de mogelijkheid hebben om taken te kunnen uitvoeren in verhouding met hun bevoegdheidsniveau en in staat zijn er een methodische evaluatie van te maken.

De door de leerlingen verworven ervaring inzake opleiding moet elke keer dat dit mogelijk blijkt het voorwerp zijn van besprekingen met de leerkrachten-verplegers/vroedvrouwen alsook met de voor de dienst verantwoordelijke verpleger.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, kan voor het kiezen van de dienst of van de eenheid in het klinisch onderwijs een afwijking toestaan van de vereisten die voorkomen in de artikelen 2 en 4, inzonderheid wanneer het nieuwe ondervingen inzake gezondheidszorg betreft.

### HOOFDSTUK III. — *Verdeling van het klinisch onderwijs*

#### *Afdeling I. — Algemeenheden*

**Art. 5.** Het klinisch onderwijs ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster — oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie, moet ten minste 2 240 lestijden van 50 minuten omvatten.

**Art. 6.** Gedurende het geheel van de 3 studie jaren ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster — oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie mogen studiebezoeken in een of verschillende van de in de afdelingen 2 en 3 van dit hoofdstuk vermelde stagegebieden ingericht worden, naar rata van ten hoogste 150 lestijden en mits de leerlingen een schriftelijk verslag over elk studiebezoek opmaken.

**Art. 7.** Voor iedere leerling moet de school een samenvattende stagetabel invullen, die ter visering aan de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid moet voorgelegd worden, na afloop van het schooljaar ter verkrijging van een van de in dit besluit bedoelde brevetten.

#### *Afdeling II. — Ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster*

**Art. 8.** Het eerste studiejaar moet ten minste 640 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld

1° ten minste 320 lestijden bij volwassenen. Dit onderwijs moet ingericht worden in ziekenhuisdiensten voor geneeskunde of heilkunde

2° ten minste 80 lestijden bij bejaarden. Dit onderwijs kan ingericht worden in de rusthuizen, de rust- en verzorgingshuizen en de dagcentra, met uitsluiting van de geriatische en psycho-geriatische ziekenhuisdiensten.

3° ten minste 40 lestijden bij gezonde kinderen. Dit onderwijs kan inzonderheid ingericht worden in crèches, kinderdag- en nachtverblijven, gemeentelijke opvanghuizen voor kinderen, kleuterscholen, tehuizen voor kinderen, raadplegingsdiensten gericht op de gezondheidsopvoeding.

4° 200 lestijden naar keuze van de school. Dit onderwijs kan ingericht worden in de hier hoger vermelde sectoren of in andere, na het akkoord te hebben ingewonnen van de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

**Art. 9.** Het tweede jaar moet ten minste 760 lestijden onderwijs in de verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld

1° ten minste 160 lestijden bij volwassenen verpleegd in de geneeskundige diensten van een ziekenhuis.

2° ten minste 160 lestijden bij volwassenen verpleegd in de heilkundige diensten van een ziekenhuis.

3° ten minste 80 lestijden bij bejaarden verpleegd in de diensten voor geriatrie of psycho-geriatrie van een ziekenhuis.

4° ten minste 120 lestijden bij moeders en pasgeborenen enerzijds en bij in een ziekenhuis verpleegde zieke kinderen anderzijds. Dit onderwijs moet respectievelijk ingericht worden in de diensten van een kraamrichting en in de diensten voor pediatrie. Beide gebieden moeten bestudeerd worden.

5° ten minste 80 lestijden bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgen nodig hebben. Dit onderwijs kan inzonderheid worden ingericht in de ziekenhuizen of psychiatrische diensten, de huizen voor psychiatrische verzorging, de beschutte woningen, de diensten voor geestelijke gezondheid en begeleiding.

6° 160 lestijden naar keuze van de school. Dit onderwijs kan ingericht worden in de hierboven vermelde sectoren of in andere, na het akkoord te hebben ingewonnen van de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

**Art. 10.** Het derde jaar moet ten minste 840 lestijden onderwijs in de verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 200 lestijden bij volwassenen verpleegd in de geneeskundige diensten van een ziekenhuis.
- 2° ten minste 200 lestijden bij volwassenen verpleegd in de heelkundige diensten van een ziekenhuis. Voor zover mogelijk gaan de leerlingen regelmatig naar de operatieafdeling. Indien er van deze mogelijkheid gebruik wordt gemaakt, moeten er ten minste 40 lestijden aan besteed worden
- 3° ten minste 80 lestijden bij bejaarden georganiseerd in de bij artikel 8, 2° en artikel 9, 3° bedoelde structuren.
- 4° ten minste 80 lestijden bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgen nodig hebben en georganiseerd zijn in de bij artikel 9, 5° bedoelde structuren.
- 5° ten minste 80 lestijden bij personen die thuis worden verzorgd door het verplegend personeel van de diensten voor thuisverzorging.
- 6° 200 lestijden naar keuze waaronder 80 lestijden naar keuze van de leerling. Dit onderwijs kan ingericht worden in de in artikelen 8, 9 en 10 vermelde sectoren of in andere, na het akkoord te hebben ingewonnen van de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid.

*Afdeling III.* — 1er verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster — oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie

**Art. 11.** Het eerste jaar moet ten minste 640 lestijden onderwijs in de algemene verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 320 lestijden bij volwassenen. Dit onderwijs moet ingericht worden in geneeskundige of heelkundige ziekenhuisdiensten.
- 2° ten minste 40 lestijden bij bejaarden. Dit onderwijs kan ingericht worden in rusthuizen, in rust- en verzorgingshuizen en in dagcentra, met uitsluiting van de geriatrie en psycho-geriatrie ziekenhuisdiensten.
- 3° ten minste 40 lestijden bij gezonde kinderen. Dit onderwijs kan inzonderheid ingericht worden in crèches, kinderdag- en nachtverblijven, gemeentelijke opvanghuizen voor kinderen, kleuterscholen, kindertehuizen, raadplegingsdiensten gericht op de gezondheidsopvoeding.
- 4° ten minste 240 lestijden bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgen nodig hebben, waaronder :
  - a) ten minste 120 lestijden bij patiënten getroffen door chronische psychiatrische aandoeningen. Dit onderwijs kan worden ingericht in de psychiatrische diensten en/of in de psychiatrische verzorgingshuizen,
  - b) ten minste 40 lestijden bij patiënten getroffen door acute psychiatrische stoornissen, verpleegd in psychiatrische ziekenhuisdiensten,
  - c) ten minste 80 lestijden bij personen ten laste genomen door het net van de gezondheidszorgen buiten het ziekenhuis. Dit onderwijs kan onder meer worden ingericht in de diensten voor geestelijke gezondheid en begeleiding, de beschutte woningen, de beschutte werkplaatsen, de preventie- en behandelingsdiensten voor alcoholisten en druggebruikers.

**Art. 12.** Het tweede jaar moet ten minste 760 lestijden onderwijs in de verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 160 lestijden bij volwassenen verpleegd in geneeskundige ziekenhuisdiensten.
- 2° ten minste 160 lestijden bij volwassenen verpleegd in heelkundige ziekenhuisdiensten.
- 3° ten minste 40 lestijden bij bejaarden verpleegd in ziekenhuisdiensten voor geriatrie.
- 4° ten minste 80 lestijden bij moeders en pasgeborenen enerzijds en bij in een ziekenhuis verpleegde zieke kinderen anderzijds. Dit onderwijs moet respectievelijk ingericht worden in diensten van een kraamafdeling en in diensten voor pediatrie. Beide gebieden moeten bestudeerd worden.
- 5° ten minste 320 lestijden bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgen nodig hebben, waaronder :
  - a) ten minste 40 lestijden bij patiënten getroffen door chronische psychiatrische aandoeningen. Dit onderwijs kan worden ingericht in de psychiatrische diensten en/of in de psychiatrische verzorgingshuizen,
  - b) ten minste 120 lestijden bij patiënten getroffen door acute psychiatrische stoornissen, verpleegd in psychiatrische ziekenhuisdiensten,
  - c) ten minste 80 lestijden bij bejaarden verpleegd in ziekenhuisdiensten voor psycho-geriatrie,
  - d) ten minste 80 lestijden bij kinderen verpleegd in psychiatrische ziekenhuisdiensten.

**Art. 13.** Het derde jaar moet ten minste 840 lestijden onderwijs in de verpleegkunde omvatten, als volgt verdeeld :

- 1° ten minste 200 lestijden bij volwassenen verpleegd in de geneeskundige ziekenhuisdiensten.
- 2° ten minste 200 lestijden bij volwassenen verpleegd in de heelkundige ziekenhuisdiensten. Voor zover mogelijk gaan de leerlingen regelmatig naar de operatieafdeling. Indien er van deze mogelijkheid gebruik wordt gemaakt, moeten er ten minste 40 lestijden aan besteed worden
- 3° ten minste 80 lestijden bij personen die thuis worden verzorgd door het verplegend personeel van diensten voor thuisverzorging.
- 4° ten minste 360 lestijden bij personen die geestelijke en/of psychiatrische gezondheidszorgen nodig hebben :
  - a) ten minste 150 lestijden waaronder 80 naar keuze van de leerling bij personen verpleegd in de bij artikel 11, 4° a, en b en bij artikel 12, 5° bedoelde ziekenhuisdiensten;
  - b) ten minste 210 lestijden bij personen ten laste genomen door het net van de gezondheidszorgen buiten het ziekenhuis, georganiseerd in de in artikel 11, 4° c, bedoelde diensten.

*HOOFDSTUK IV.* — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 14.** De bepalingen van dit besluit treden geleidelijk jaar op jaar in werking, op 1 september 1994 voor de scholen en op 1 januari 1995 voor de door de Regering van de Franse Gemeenschap ingestelde examencommissie en heffen één voor één het besluit op van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 februari 1993 houdende de

stagevoorwaarden ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente en van het brevet van verpleger of verpleegster.

**Art. 15.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 24 maart 1995.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele sector,  
P. MAHOUX

F. 95 - 2187

[C - WIN - 29363]

**10 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1993 fixant les modalités de stages pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e);

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 avril 1994 fixant les conditions de collation des diplômes d'accoucheuse et d'infirmier(ère) gradué(e) et en particulier son article 17, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/CEE), modifiée par la Directive 89/595/CEE du 10 octobre 1989;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 janvier 1980 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de la sage-femme (80/155/CEE), modifiée par la Directive 89/594/CEE du 30 octobre 1989;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 juin 1994;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 10 mai 1995,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1er.** Conformément aux directives 77/453/CEE et 80/155/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 27 juin 1977 et du 21 janvier 1980, on entend par enseignement clinique : cette partie de la formation en art infirmier-obstétrical où l'étudiant(e) apprend, dans un cadre organisé et en contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes, sur la base de connaissances et d'aptitudes acquises, à programmer, organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux requis. L'étudiant(e) intégrera progressivement dans sa démarche le concept d'éducation à la santé.

Dans le cadre du présent arrêté, les termes "stage" et "enseignement clinique" sont synonymes.

**Art. 2. § 1er** L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiant(e)s sous la direction d'enseignants(antes) infirmiers(ères)/accoucheuses et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement.

§ 2 Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur

§ 3 Les établissements d'enseignement communiqueront chaque année à l'Inspection de la Direction Générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels l'enseignement clinique sera organisé.

#### CHAPITRE II. — Conditions de validité

**Art. 3.** Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes

1° la planification, l'organisation et la coordination des heures d'enseignement clinique doivent être confiées à un(e) infirmier(ère) gradué(e) ou une accoucheuse ayant une expérience utile d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier;

2° la surveillance éducative des étudiant(e)s doit être placée sous la responsabilité d'un(e) enseignant(e) infirmier(ère) gradué(e) ou accoucheuse;

3° en aucun cas il ne peut y avoir plus de trois étudiant(e)s par infirmier(ère) ou par accoucheuse présent(e) dans le service,